

« Bienvenue en Alsace, à Coronaland »

Par Florence Aubenas

Sous une treille de glycine, un enfant a accroché son dessin à la fenêtre d'une ferme : des lapins qui jonglent avec des œufs de Pâques devant une pancarte « Bienvenue en Alsace, à Coronaland ». Traverser le Haut-Rhin aujourd'hui, un des départements les plus touchés par le virus, c'est voyager de ville en village au pays des drapeaux en berne et des hélicoptères sanitaires. « Ailleurs en France, ils se rendent compte que le monde a changé ? Qu'on ne vivra peut-être plus comme avant ? », demande un gendarme. Ce matin, il a eu un choc en voyant à la télé des joggeurs qui bronzaient, quelque part dans Paris.

A la mairie d'Altkirch

Ils sont à deux mètres les uns des autres, mais se dévorent des yeux par-dessus leurs masques chirurgicaux. Certains ont grossi, d'autres maigri. L'une a pris un coup de soleil au jardin, celui-là est tout pâle de ne pas avoir quitté la chambre. A la mairie d'Altkirch, les cinq membres de la cellule de crise se rencontrent pour la première fois après des semaines de réunions par ordinateur. Ils se retiennent pour ne pas sangloter. Etre à nouveau ensemble, tout simplement.

La journée paraît bénie, il faut dire. En cette mi-avril, trois décès seulement ont été enregistrés en vingt-quatre heures à l'état civil, contre sept ou huit depuis le début de la crise. Au « temps d'avant », il y en avait un seul par semaine; on n'arrive plus à réaliser.

« Et si on parlait du “temps d'après” ?, dit quelqu'un sur un ton attendri, la voix étranglée.

– Désolé de casser l'ambiance, mais on n'est pas au bout, pas du tout. »

Adjoint à la sécurité, Didier Lemaire vient de doucher les enthousiasmes. Il a 45 ans, est pompier professionnel à Colmar, pas de carrière politique en vue. Un « bon soldat », dit-il de lui-même. Dans sa tête, le pompier se répète : « Objectif principal : ne pas se laisser envahir par l'émotion, faire comme si j'étais dans mon job. »

Chez les Lemaire, Mathilde, 8 ans, la cadette, descend l'escalier et déclare d'un ton martial, imitant Emmanuel Macron : « Nous sommes en guerre. » Elle a vu papa et maman malades, se relevant juste pour travailler et regarder les infos. A la maison, le virus a tout envahi, jusqu'aux conversations à table. « Avec sa sœur, elles ont dû se sentir seules », dit Sophie, leur mère, infirmière libérale. La petite résume l'affaire, à sa manière, tel un pitch pour Hollywood : « Super, mes parents ont le Covid. »

Altkirch, 6 000 habitants et « capitale » du Sundgau, comme on appelle ce territoire du Sud alsacien, est à 20 km de Mulhouse, mais on entre dans un autre monde. Des fermes, des collines, des villages aux clochers si pointus qu'ils paraissent passés au taille-crayon. Et tout au bout, la Suisse. Nicolas Jander, le maire (UDI) d'Altkirch, se souvient qu'il débattait du budget municipal quand un texto lui a appris l'hospitalisation de Jean-Luc Reitzer, député (LR) et ancien maire de la ville. « On a traduit : “Le virus est chez nous.” »

Le maire décide de fermer les écoles. D'arrêter les marchés. De suspendre la pièce de théâtre. Quel fondement juridique ? Il ne se pose pas la question. De son côté, Didier, le pompier, monte la cellule de crise et prévient : « Tout ce que vous connaissez, c'est terminé. Maintenant, sa fierté, son amour-propre, ses titres, on va s'asseoir dessus et essayer d'avancer sans laisser personne au bord de la route. »

C'est après seulement qu'est apparue la trouille. On est début mars, le mot « confinement » semble encore du chinois. « Qui sommes-nous, à notre tout petit niveau, pour imposer ça ? », se demande le maire. Il appelle partout. Pas de réponse. Tout flotte. « On était seul. Ce n'est pas correct de le dire, mais c'est ce qui s'est passé. » Collecte des ordures, sécurité ou administration, chaque chose est à réinventer. Didier, le pompier : « Après cette crise, il faudra une remise en question générale. »

Au centre médical Sainte-Anne, à Guebwiller

Sur le parking du centre, le camion vient de démarrer, avec un homme en armes calé sur le siège passager. Ne pas communiquer l'heure de départ, ni le trajet. Ne prendre aucun risque. Près de Belfort, un dépôt de masques chirurgicaux a été attaqué, les convois de matériel médical commencent à se faire braquer. Tout va bien se passer, répète comme un mantra un manutentionnaire, chargé des livraisons entre la pharmacie centrale et les 5 unités de soins de l'Ugecam dans le Haut-Rhin, réseau parapublic relevant de l'Assurance-maladie. Toujours ces pénuries à répétition, qui restent un frein énorme. Parfois, il craint « une forme de guerre civile autour du matos » .

Le camion a tourné le coin. Aucun humain en vue sous le ciel d'un bleu impeccable. C'est le Grand-Est, pas le Far West, mais on finirait par croire qu'ils se ressemblent.

« Combien le prix de la blouse jetable aujourd'hui ? », demande Claude Moser, directeur du pôle Sud Alsace à l'Ugecam.

Dans la salle de réunion, l'écran de l'ordinateur s'allume.

La responsable logistique a fait une offre à 7 euros, mais un autre groupe l'a raflé à 10.

« Dix euros la blouse jetable », répète le directeur, détachant chaque syllabe. En janvier, elle valait 37 centimes. »

Ces dernières années, les mêmes consignes circulaient dans tout le système médical français, privé ou public : tenir les budgets, ne pas faire de stocks, externaliser un maximum de postes, louer les équipements (maintenance comprise) plutôt que les acheter. Bref, tout ce qui s'est avéré catastrophique dans la crise. « Je commence mon autocritique : moi aussi, je l'ai fait, convient le directeur. Il va falloir repenser tous nos modèles. »

Avec la crise, le centre Sainte-Anne a été transformé en « unité Covid ». L'opération aurait dû être impossible, voire interdite. Mais personne ne s'est préoccupé d'autorisation. « On serait parti là-dedans, on était face à une morgue », assure Claude Moser. En moins d'une semaine, le système a été entièrement reconfiguré, y compris la mise en place d'une cuve à oxygène. Le directeur se marre en pensant aux autorités de tutelle. « Si le Covid-19 n'était pas si dangereux, ils nous feraient des inspections. Heureusement, ils ont peur. »

Au départ, le personnel aussi – une soixantaine de personnes – était inquiet : « Vous nous jetez dans l'arène, sans rien. » Ne sont restés que les volontaires, autrement dit tout le monde. Des médecins et des infirmières en psychiatrie sont venus en renfort.

« Une perfusion ? Je ne sais plus les poser, dit l'une.

– Eh bien tu vas t'y remettre, ma grande. »

La réunion bifurque sur ce patient, décédé la veille à 19 h 45. Il avait des enfants, des frères, des sœurs, mais un seul proche avait été autorisé à son chevet. Qui choisir ? Et qui décide ? La famille ? Le médecin ? La courte paille ? « Chaque jour, il faut trouver des solutions qu'on n'aurait jamais osé imaginer. » Autour de la table, personne ne porte plus de bijou, pas même d'alliance. Règles sanitaires strictes. 74 patients ont déjà été accueillis – dont 24 guérisons et 3 décès –, en majorité des hommes, au tournant de la soixantaine et en surpoids. Le directeur soulève discrètement sa cravate pour se palper le ventre. Cette fois, ce sont ses collègues qui sourient.

D'un bond, Claude Moser s'est levé de sa chaise. Il vient d'apercevoir par la fenêtre une soignante sortie fumer dans le parc. Or, une seule pause est désormais autorisée, vu le prix des blouses jetables. Il s'énerve : « Vous trouvez normal de vous conduire comme ça ? » La fille pleure. Quand il remonte, on entend le directeur marmonner qu'il s'en veut.

Sur la route entre Colmar et Mulhouse

L'effet est spectaculaire : les camionnettes professionnelles ont recommencé à circuler entre Colmar et Mulhouse, au lendemain du discours d'Emmanuel Macron, le 13 avril 2020. La simple annonce de la fin du confinement pour le 11 mai a produit l'effet d'un signal de départ. Ici, un électricien reprend un chantier, là un horticulteur. Le long du Rhin, vers la frontière allemande, les usines redémarrent, une à une. Cadre dans l'énergie, Christian Rebert pensait que l'activité économique s'arrêterait pour repartir d'un coup, en mode « on » et « off ». En fait, beaucoup de boîtes reprennent sous la carapace du confinement, comme une fourmilière qu'on découvrirait en soulevant une pierre.

Mais les codes habituels ont parfois volé en éclats. Un éducateur fait le ménage, une secrétaire et un employé à l'entretien des espaces verts aident à faire tourner une blanchisserie. Dans une mairie, les éboueurs sont invités aux réunions par Skype. Chez Dany et Marie-Claude, à Colmar, le salon gentiment bourgeois s'est transformé en atelier de couture, où cet ancien de France Télécom fabrique bénévolement des blouses. Les voisins le disent depuis longtemps : « Il faut être bien avec eux. En temps de guerre, ils pourraient nous fournir. »

Dans les quartiers est, Emilie, 37 ans, trois enfants, a postulé pour la récolte de fraises, en attendant de reprendre son boulot à la crèche. Manuela, son amie, s'est inscrite aussi. Au chômage, elle avait pourtant refusé le même travail, voilà quelques semaines. Alors pourquoi maintenant ? « J'espère que les cartes vont être redistribuées. »

Dans le quartier Bourzwiller, dans l'est de Mulhouse

Au pied d'une HLM, le carré de pelouse n'est pas plus grand qu'un mouchoir, juste la place de déployer un parasol Pepsi-Cola. La mère, la fille et le petit-fils sont confinés dessous, seule tache de vie dans Bourzwiller désert. Les deux femmes, Monique et Nathalie, travaillent dans le ménage, rien en ce moment, ça va sans dire. Juste en face de chez elles se dresse un bâtiment imposant, l'église évangélique La Porte ouverte chrétienne. Le parking donne la mesure de sa fréquentation : gigantesque.

« Moi j'y vais à Pâques et à Noël, c'est magnifique, mieux décoré que la vitrine des grands magasins à Paris », s'enflamme Monique, la mère.

« Une secte » , tranche la fille.

La mère : « Mais une secte gentille. Des drogués et des alcooliques la fréquentent, ils ont l'air mieux après. » Elle-même a participé à une journée d'accueil, en 2015, « pour le buffet surtout, je le dis honnêtement. Il y avait des sandwiches au salami et même à boire. Entrée libre, tout gratuit ».

La fille : « Mais c'est venu de là-bas. » A Bourzwiller, où s'est aussi construite la première mosquée d'Alsace, la cohabitation était jusque-là sans histoire avec La Porte ouverte chrétienne. Mais début mars, certains jeunes n'avaient qu'une idée en tête : la brûler, quand l'église évangélique a été désignée comme un des « détonateurs » de la pandémie dans le Grand-Est. Celle-ci avait organisé une semaine de jeûne, réunissant plus de 2 000 personnes, du 17 au 22 février, donc bien avant les mesures nationales contre le coronavirus.

Finalement, les larmes ont noyé la colère, raconte Fatima Jenn, ardente défenseuse du quartier et candidate aux municipales (ex-LRM). « D'ailleurs, eux aussi sont victimes », dit-elle au sujet des évangéliques. D'un coup, elle devient livide, s'assoit sur un coin de trottoir, les escarpins dans le caniveau. Le soir même du scrutin municipal, le virus l'a attrapée en plein vol. Son score au premier tour des élections ? A vrai dire, elle peine à s'en souvenir. « Depuis, les priorités ont changé ! Les gens ont changé ! J'ai changé ! » Elle se relève, la démarche mal assurée. « Pardon, je vais rentrer. »

Ici, on se compte entre morts et vivants, le matin à l'heure du café. Une question revient, la même toujours : « Qui est dans le journal aujourd'hui ? » Une jeune femme tente de se consoler : « La voisine de ma mère vient de décéder, elle aussi. Par chance, leurs tombes sont à côté, au carré musulman, derrière Auchan. Elles restent voisines, comme avant. » A la maison de santé locale, un cabinet où se sont regroupés médecins et infirmiers, 80 % des patients ont des symptômes du Covid-19, selon Dominique Amé, une des docteurs. « Tout le monde ici a conscience de vivre dans l'épicentre de la maladie. » Rassurer les patients lui prend de plus en plus de temps.

Dans le quartier pavillonnaire, on croise une jeune femme en survêtement Puma et jupe à paillettes, qui appartient à une des grandes familles algériennes de la ville. La plus touchée aussi, sans doute : 3 morts, 5 hospitalisés, un nombre incalculable de malades. Les rares valides osent à peine s'afficher au supermarché. Longtemps, les gens les ont évités comme le virus en personne : « Vous êtes dangereux. Pourquoi c'est tombé sur vous ? » Eux aussi se le demandent. Pourquoi nous ? Ils culpabilisent. Qu'est-ce qu'on a pu faire ? Quand ? Qui ? La Porte ouverte chrétienne, juste à côté ? Le milieu médical, où travaillent huit femmes de la famille, en Ehpad ou à l'hôpital ? Ou bien cette fête pour la naissance d'un petit dernier, où une centaine de proches s'étaient retrouvés, fin février ? « C'était un moment très heureux. Au fond de mon cœur, je veux croire que ça ne vient pas de là » , reprend Mlle Jupe-à-paillettes. Elle en tremble, se réveille en sursaut, appelle une fois encore une belle-sœur ou une cousine. Personne ne trouve plus de mots, à force. Alors elles s'écoutent juste pleurer, chacune dans son téléphone.

Dans une PME, à Mulhouse

« Ma question sera un peu brutale , prévient le responsable des ressources humaines d'une petite boîte de BTP. Est-ce que vous êtes covidée ? » Avant que son interlocutrice n'ait eu le temps de répondre, il continue : « Pour des raisons sanitaires, l'entreprise se pose la question d'organiser le travail en deux équipes, les covidés et les non-covidés. »

L'employée hésite. Le responsable parle toujours : « Comprenez-moi, on essaie de gérer. La responsabilité des employeurs risque d'être mise en cause en cas de contamination d'un ou plusieurs salariés. »

L'employée esquive. « Vous avez le droit de demander notre dossier médical ? Est-ce qu'on peut être obligé de se faire tester ? »

– Il s'agit de santé, c'est vrai, mais aussi de sécurité. Il va falloir s'habituer à vivre comme ça. Enfin, sans doute. »

Médecin-chef au centre médical Le Roggenberg, près d'Altkirch, le psychiatre Thierry Malassiné se demande si la France va désormais se partager en deux, « Covid-positifs » d'un côté, « Covid-négatifs » de l'autre. Et quelle sera la cohabitation.

A l'association Marie-Pire, à Riespach

Sous les grands arbres, Stéphane se roule dans l'herbe. Antonio dort la bouche ouverte et un filet de soleil tombe pile entre ses lèvres. Maria parle de Dalida. L'heure de la promenade ressemble à une récréation dans le jardin de la maison d'accueil spécialisée Marie-Pire. Au bout d'une route de campagne, le centre a d'abord hébergé des orphelins de la guerre de 14-18, des malades de la tuberculose, et aujourd'hui il recueille 36 adultes atteints de handicaps lourds, physiques et mentaux.

Soudain, Manu se met à pousser des hurlements dans son fauteuil roulant. « Quel bonheur de l'entendre enfin ! » , s'enthousiasme Chloé, une aide-soignante. Depuis des jours, Manu restait recroquevillé, dans la position du fœtus, en silence. Ça avait commencé à l'annonce du premier mort dans le centre, le 22 mars, à 20 heures. Depuis, il y en a eu trois autres. « Quand le ministre de la santé affirme qu'il n'y a pas de tri entre malades dans les hôpitaux, je réponds : “c'est faux” » , dit Pierrick Buchon, directeur général de l'association Marie-Pire, 330 personnes handicapées dans différentes structures.

Au centre de Riespach, des résidents ont commencé à tousser début mars. Les cas suspects sont aussitôt isolés, une opération compliquée dans le milieu des handicapés. On entendait certains gémir dans leur chambre : « Pourquoi je suis puni ? » Un vendredi soir, Alain, 58 ans, se met à suffoquer. L'aide-soignante se souvient d'avoir appelé le SAMU : « Venez vite, il va me mourir dans les bras ! » L'opérateur évoque la surcharge. Deux jours plus tard, Alain expire dans sa chambre.

L'aide-soignante s'arrête dans son récit et se tourne vers le directeur : « Est-ce que j'ai le droit de tout dire ? »

– Il faut tout dire » , insiste Pierrick Buchon.

Elle explique donc que le médecin référent refuse, à son tour, de venir constater le décès, par peur de la contamination. « Il m'a conseillé : “Faites-le vous-même. Et si vous ne supportez pas de le voir, mettez-lui un drap sur la figure, à la guerre comme à la guerre.” »

Tous les soirs, l'angoisse monte au centre de Riespach. « On se disait : “qu'est-ce qui va se passer ?” » Le cahier des transmissions internes raconte la nuit du 25 mars. A 20 h 30, le SAMU est alerté pour Marie-France, à 21 h 15 pour Bruno, à 1 h 30 pour Gilbert, à 2 h 45 pour Françoise. A 3 heures, c'est le SAMU qui rappelle lui-même : « Arrêtez de téléphoner, on est saturé. » Toujours pas d'ambulance en vue.

Le lendemain, Pierrick Buchon sollicite l'Agence régionale de santé (ARS). La conversation dure dix-huit minutes. « Ils me le font comprendre très clairement : les personnes handicapées ne seront pas prises en charge. Vous vous les gardez. On vous aidera à mettre en place un

accompagnement de fin de vie et une cellule psychologique pour le personnel. » Philou meurt le 28 mars. Gilbert, le 31. Lui pouvait passer la journée à se regarder dans une glace. Il ne s'aimait pas avec les cheveux longs, mais la crise interdisait toute visite. Jusqu'au bout, Gilbert a guetté le coiffeur, suppliant qu'on le fasse venir. Puis le 3 avril, c'est Bruna. « Il a fallu qu'ils tombent les uns après les autres pour qu'on les accepte », reprend Christine, qui pilote le centre de Riespach. En temps ordinaire, déjà, il lui arrive de voir les soignants se décomposer, quand elle emmène une personne handicapée à l'hôpital. « Ils nous les renvoient parfois sans les toucher. Ils n'ont pas l'habitude de les gérer. Certains le disent carrément : “Ces patients-là c'est pas mon truc.” »

Dans le couloir passe Etienne, agent de service, fraîchement revenu d'arrêt maladie. Il avait signalé lui-même faire partie de l'église La Porte ouverte chrétienne, après l'alerte officiellement lancée début mars par les autorités sanitaires. Les premiers cas venaient d'être détectés parmi les fidèles. Etienne, 35 ans, fait la sono à l'église le samedi soir et y joue de la guitare, comme son père. Il y a rencontré sa femme. A l'association Marie-Pire, Etienne vient de signer son CDI. Seule une collègue lui a lancé un commentaire amer.

Au conseil départemental du Haut-Rhin, à Colmar

Présidente (divers droite) du conseil départemental, Brigitte Klinkert se souvient qu' « on n'avait pas trop envie de nous voir au début de la crise ». Soudain, tout s'annulait, les rendez-vous, les réunions institutionnelles. Juste au moment où les frontières se fermaient, elle a négocié le transfert de patients en Suisse et en Allemagne, à Fribourg. Le ministère de la santé du Bade-Wurtemberg lui a envoyé la liste des places dans les cliniques, in extremis, autour de minuit. Le préfet et l'ARS sont tenus informés.

On lui demande : « Vous allez le faire vous-même ?

– Oui .

– Toute seule ?

– Oui. »

Aujourd'hui, elle a plus souvent le maire de Fribourg au téléphone que les autorités de santé françaises. Dans le ciel, au-dessus du conseil départemental, passe un hélicoptère. S'il est jaune et rouge, mauvais signe. Non, c'est le « contrôle-confinement ». Ici, la gendarmerie relève peu de fraudes aux attestations. « Il y a un effet de sidération qui dure, glisse un gradé . Certains jours encore, on sent la mort, littéralement. »

Dans le quartier Bel-Air, à Mulhouse

Bebeto Kalala reçoit dans son salon, à Mulhouse, jolie pièce tamisée par des voilages mauves aux fenêtres. La cinquantaine, intérimaire dans l'industrie, M. Kalala a participé avec ses sept enfants à la semaine de jeûne à l'église La Porte ouverte chrétienne. Il ne manquait que sa femme, aide-soignante dans un Ehpad.

De ces quelques jours en février 2020, connus de tous aujourd'hui dans la tourmente d'une pandémie, M. Kalala garde, lui, un autre souvenir : celui d'un « miracle », comme il dit. C'était le 18 ou le 19, il ne sait plus, dans la grande salle du culte. M. Kalala priait parmi les fidèles, un millier au moins, quand une dame a fendu la foule en fauteuil roulant. Devant l'estrade, elle se lève soudain et l'arpente. Ses paroles sont confuses, mais une clameur les couvre. On s'étreint. On chante des louanges. La Porte ouverte chrétienne s'est fondée sur la maladie et la guérison : Jean

Peterschmitt a créé l'église en 1966, à Mulhouse, quand sa femme Suzanne a été sauvée par la prière, selon lui, d'un mal incurable.

« La nouvelle de cette guérison instantanée s'est tout de suite répandue : le lendemain, il y avait encore plus de monde à l'église », raconte M. Kalala. C'est justement une journée consacrée aux malades, comme l'église en organise régulièrement. Dans la salle, le pasteur appelle chacun à toucher son corps à l'endroit où il souffre et à prier. Dieu choisira. Ça tousse et ça crache dans certaines travées, par quintes profondes. M. Kalala pense s'éloigner, mais il a honte. « Je me suis senti plein de préjugés. Les gens étaient venus chercher de la force et je m'enfuyais. »

Le dernier jour de jeûne, M. Kalala a des frissons à son tour. Une faiblesse extrême. La chaleur lui sort de partout, de la gorge, des yeux, des oreilles. Le carême doit l'avoir fatigué, pense-t-il. Il va pourtant au culte.

Bebeto Kalala a déjà perdu 7 kg lorsque l'ARS lui apprend, deux semaines plus tard, qu'il est contaminé par le coronavirus. Il demande à passer un test. Réponse : ils sont réservés aux soignants. Depuis, plus de nouvelles.

De son côté, Jonathan Peterschmitt, petit-fils du fondateur, reste « intimement convaincu » que l'église La Porte ouverte chrétienne n'est pas le détonateur de la pandémie dans le Grand-Est. Lui-même est médecin généraliste dans un village d'Alsace, « un praticien classique, semblable à n'importe quel confrère », dit-il. Pour aborder d'autres sujets, il attend un signe de ses patients. « Le sud de l'Alsace reste un pays de croyances, de rebouteux, où beaucoup de gens croient aux guérisons miraculeuses. Etant moi-même dans le spirituel, je ne renverse pas la table quand ils m'en parlent. » Dans ces cas, le docteur Peterschmitt, 31 ans et 4 enfants, tous vaccinés, utilise « des moyens autres ». Il vient de demander une enquête scientifique sur la propagation du virus dans le Haut-Rhin, et le CNRS l'aurait déjà contacté. Et si les investigations concluaient à un foyer pendant la semaine de jeûne à Bourzwiller ? « Dieu commence par son peuple s'il veut donner un message. Il nous fait passer une épreuve pour nous donner l'occasion d'en tirer un bénéfice spirituel. » La Porte ouverte chrétienne compte déjà 30 morts et des dizaines de personnes hospitalisées, et 18 membres de la famille Peterschmitt ont été touchés.

Au cabinet du docteur Vogt, à Mulhouse

Le cabinet du docteur Vogt résonne d'un chahut d'auberge espagnole : une bande d'infirmières et d'infirmiers l'attendent pour faire signer l'ordre de mission qui les renverra chez eux, à Paris, Saint-Etienne ou Lille. Dépêchés en renfort dans le Haut-Rhin, ils ont 25 ans pas plus, une classe d'âge, comme on le dirait pour la conscription. Jusqu'ici, le virus s'est montré clément avec la jeunesse, « alors, on a mis les vieilles de côté pour nous choisir nous : c'est notre tour », croit savoir l'une, riant, plutôt fière. Tous ont fraternisé à l'hôpital de Mulhouse, ça flirte un peu, chaises positionnées à un mètre de distance, ne se lâchant la main que pour la passer au gel, à un rythme régulier. « On l'aura fait, on s'est confronté à l'Histoire avec un grand H », dit un autre, faisant le « V » de la victoire. Comment c'était ? Alors les yeux se voilent. Les souvenirs commencent à se rembobiner. Soudain, ils n'ont plus envie de parler.